

Les menaces que le changement climatique fait peser sur les pasteurs nomades d'Afrique

Par Joseph ole Simel

Les écosystèmes désertiques reçoivent peu de pluie et se caractérisent pas une végétation clairsemée et des plantes vivrières buissonneuses. À leur bordure et dans beaucoup de zones sub-tropicales se trouvent des terres semi-arides des espèces animales et végétales uniques et une population plus nombreuse que celle que les déserts peuvent nourrir. En certaines régions d'Afrique, du Moyen orient et d'Asie, ces populations sont des pasteurs qui, depuis des siècles, ont relevé le défi de survivre dans des environnements difficiles. Aujourd'hui, ces terres sèches sont le théâtre de très grandes détresses et même de famines tragiques.

Les fluctuations climatiques ont toujours caractérisé les régions sèches; les pasteurs y ont développé des moyens d'existence qui leur permettaient de résister et de faire face à ces conditions difficiles. Mais le changement mondial actuel leur pose de nouveaux défis. Des actions aux niveaux local, national et international sont nécessaires pour empêcher leur ruine et les aider à répondre à des changements dont l'intensité et la fréquence augmentent.

Cet article décrit comment les communautés pastorales africaines sont touchées, les réponses qu'elles apportent et le cadre politique nécessaire pour pallier les effets négatifs de ce changement.

Les moyens d'existence des systèmes pastoraux

Les pasteurs dépendent d'abord de leur bétail; on estime à 17 millions 300.000 le nombre de pasteurs africains ¹, parmi eux, les Maasai du Kenya et de Tanzanie, les Pokot du Kenya et de l'Ouganda, les Karamojong d'Ouganda et les Touaregs du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Leurs régions ont une capacité agricole limitée en raison de la faible pluviosité, des terrains escarpés et des températures extrêmes. Pour exploiter au mieux les maigres ressources saisonnières, nourrir et abreuver leurs animaux, les pasteurs doivent être nomades ou semi-nomades. C'est ainsi qu'ils ont développé des modes de vie qui leur permettent de faire face à leurs environnements arides ou semi-arides.

Malgré leur diversité, les pasteurs possèdent certaines caractéristiques communes : leurs animaux dépendent des pâturages naturels dont l'eau et la pluviosité déterminent la quantité et la qualité. Les troupeaux sont constitués principalement d'animaux d'élevage traditionnels, qui représentent beaucoup plus que leur valeur économique, ils ont une valeur sociale, culturelle et

¹ <http://www.pastoralpeoples.org/pastoralists.htm>

spirituelle qui contribue à l'identité sociale des pasteurs. Les ressources naturelles, les pâturages, l'eau font l'objet de propriété, de partages et de négociations communautaires, d'arrangements réciproques et flexibles entre les pasteurs. Le pastoralisme permet aux populations de faire face aux imprévisibles conditions de l'environnement et de maintenir un certain équilibre changeant entre les possibilités des pâturages, le bétail et les éleveurs.

Pendant longtemps le système pastoral a souffert d'incompréhension et d'opinions négatives qui ont entraîné des mesures politiques défavorables, particulièrement en ce qui concerne la mobilité des troupeaux. Dans de nombreuses régions d'Afrique, l'agriculture a empiété sur les zones de parcours du bétail et a obligé les pasteurs à se sédentariser, leur faisant ainsi perdre les pâturages qui leur offraient un refuge à la saison sèche et pendant les périodes des plus grandes famines. Des recherches récentes ont toutefois montré que le pastoralisme associé à la mobilité du bétail devait être reconnu comme une stratégie rationnelle, adaptée à des environnements instables. Certains pays ont commencé à faciliter le mouvement des troupeaux.

Les conséquences du changement climatique

Les effets du changement se font sentir au-delà des frontières géographiques et culturelles des terres de sécheresse et selon des modes d'existence qui varient d'une région à l'autre. Les pasteurs sont les plus affectés. La Banque mondiale, par exemple, estime que 5 millions de Kenyans supplémentaires sont plongés dans la pauvreté. Bien que son rapport ne distingue pas entre les pasteurs et les autres communautés, ce sont bien les autochtones, y compris les pasteurs, qui ont été le plus frappé par les sécheresses, sans que le gouvernement intervienne par des mesures de réparation des dommages.

Les peuples autochtones d'Afrique, qui vivent dans un environnement hostile, devront faire face à plus de défis en raison de la négligence et de la marginalisation dont ils ont été, et sont, victimes de la part des gouvernements coloniaux et post coloniaux. Un exemple classique est celui des Maasai du Kenya et de Tanzanie dont la marginalisation a été institutionnalisée par les décisions gouvernementales, les violations des droits de l'homme, les abus qu'ils ont subi, l'accaparement de leurs terres et de leurs ressources naturelles au bénéfice de particuliers.

La plupart des modèles du changement climatique prédisent l'élévation des températures et la diminution de la pluviosité dans les terres sèches, l'augmentation des sécheresses, plus longues et plus fréquentes, la pénurie d'eau. En outre, les chutes de pluie deviendraient imprévisibles, les conditions de température devraient devenir extrêmes. L'équilibre délicat dont dépendent les

systèmes pastoraux serait sapé. La qualité, la quantité et la distribution spatiale des pâturages naturels sont principalement déterminés par les chutes de pluie. Les prévisions annoncent une plus grande rareté, un espacement des pâturages. Leur nombre, leur distribution, leur productivité, les points d'eau si importants pour la survie des animaux durant la saison sèche sont menacés de déclin. La rareté des ressources jointe à une poussée démographique conduira à une compétition renforcée entre les communautés pastorales et les autres, donnant lieu à des conflits peut-être violents.

L'accès aux pâturages devient donc difficile ce qui provoque la perte de bétail et de moyens d'existence. Dans le nord-ouest du Kenya, plusieurs années de faible pluviosité ont causé la mort de beaucoup d'animaux et une crise alimentaire majeure chez les Turkana et d'autres pasteurs. Les grandes sécheresses des années 1970 et 1980 ont porté des coups sévères à la vie pastorale et signifié la perte de beaucoup de bétail. Chaque période de sécheresse demande des années pour la reconstitution des troupeaux qui devient impossible quand plusieurs périodes se succèdent, ruinant les pasteurs.

L'instabilité de l'environnement rend encore plus importante la mobilité des troupeaux. Les entraves, à cette mobilité par des mesures politiques ou par l'empiètement de l'agriculture sur les parcours du bétail, accroissent la vulnérabilité des pasteurs. Malgré leur longue tradition d'adaptation aux conditions difficiles, beaucoup de pasteurs sont maintenant incapables de maintenir leurs moyens d'existence face à la perte de leurs territoires et de leurs ressources naturelles.

Bien que les stress dus au climat soient communs à tous les continents, Amérique du nord, Australie, Europe et Asie, les pays en développement, plus vulnérables, particulièrement en Afrique, sont les plus atteints et connaissent plus de désastres et de misères. Certaines régions sont plus exposées à la famine et des terres autrefois fertiles sont abandonnées.

Les stratégies élaborées par les pasteurs pour faire face

Pendant des siècles, les pasteurs ont dû faire face aux sécheresses et aux famines.

Leurs connaissances traditionnelles et de nombreuses années de réactions aux sécheresses les rendaient capable de faire face; ils y répondaient par la mobilité et la migration vers des pâturages verts et les points d'eau. Ils traversaient les frontières entre le Kenya et la Tanzanie, le Kenya et la Somalie, le Mali et le Burkina Faso. La mobilité a permis aux communautés pastorales d'éviter délibérément les zones où des épizooties étaient signalées.

Elles ont été capables d'utiliser l'optimum des ressources naturelles : chutes de pluie, points d'eau, pâturages. Cette adaptation aux saisons a été respectée par toutes les communautés pastorales depuis des temps immémoriaux. Leurs règles traditionnelles empêchaient une sur exploitation de ressources rares. Un chiffre minimum d'animaux correspondait à une région particulière durant une saison particulière ou, au contraire, un maximum de tête de bétail pouvait être déplacé vers un territoire donné. Les familles avec un grand troupeau devaient le diviser et se déplacer en des endroits différents du territoire.

Les réseaux de relations sociales entre les communautés constituaient d'anciens mécanismes rationnels pour faire face aux changements climatiques. Les familles qui n'étaient pas affectées par la sécheresse donnaient du bétail à celles qui souffraient pour leur permettre de reconstruire leur économie. Les stratégies actuelles utilisées par beaucoup d'organisations pour reconstituer les stocks reproduisent ces mécanismes d'autrefois. Chez les Maasai, les petites zones protégées, appelées "*olkeri* " où se parquent les animaux malades, vieux ou jeunes, sont des moyens d'assurer les soins au bétail tout au long de l'année.

Aujourd'hui toutes ces stratégies sont sapées par des intérêts économiques, par la saisie volontaire des pâturages traditionnels et par les gouvernements qui poursuivent des politiques défavorables dans la formulation et la mise en œuvre desquelles les communautés pastorales n'ont pas leur mot à dire.

La mainmise sur les terres des pasteurs

La volonté actuelle des gouvernements et des multinationales de s'emparer des terres pour la production d'agro carburants empirera encore la situation économique déjà mauvaise de beaucoup de communautés pastorales. Considérée comme un moyen de réduire l'émission de gaz à effet de serre, d'offrir une alternative énergétique et de lutter contre la hausse des prix du pétrole, cette production a besoin de terres que l'on pense pouvoir obtenir de pays pauvres auxquels elle apporte des revenus. Ces revenus ne bénéficieront très probablement pas aux populations déplacées, mais entreront dans la poche des classes politiques dirigeantes.

Afin de répondre au changement climatique et d'assurer la sécurité alimentaire, la plupart des gouvernements africains poussent à la reprise d'une "révolution verte". Le gouvernement chinois, par exemple, doit apporter des fonds pour des machines agricoles et des équipements, des semences et des engrais et les gouvernements africains doivent fournir les terres. Mais comme il n'y a pas de vastes terres inoccupées sauf celles des pâturages, communautaires ou collectives, les gouvernements africains considèrent que ce sont les seules terres "disponibles". Un projet du ministère chinois de l'agriculture appuie l'acquisition

de terres offshore par des sociétés agricoles. Pékin poursuit une politique d'investissements offshore par des banques d'état, des industries et des pétroliers mais les investissements dans l'agriculture se réduisent à peu de projets.² Il n'est pas surprenant que les bénéficiaires de tels projets soient les sociétés multinationales et les dirigeants politiques des pays dont les autochtones seront expulsés de leurs terres.

D'autres pays, comme le Japon, projettent d'investir dans la production d'agro carburants en Afrique :

*" Le gouvernement japonais a déjà accompli des progrès en plantant un arbre, le jatropha, source de biocarburants, rapporte le Daily Nation. M.Mitsuo Hayashi, le directeur de l'un des plus gros producteurs japonais de biodiesel, Biwako BioLaboratory Inc. a annoncé que la société prévoyait de planter 30.000ha de jatropha puis, en dix ans, 100.000ha. Le projet emploiera 10.000 travailleurs. 'Nous sommes allés dans le pays ces derniers jours pour faire une étude de faisabilité, nous nous sommes assurés de la disponibilité de la terre, des compétences humaines et nous prévoyons de démarrer les opérations dans un délai de 6 mois à un an.', M. Hayashi a déclaré ceci lors d'une conférence de presse à Nairobi hier. Les 30.000 ha produiront 200.000 tonnes de biodiesel par an. Le directeur était accompagné par le directeur d'une autre firme japonaise, Hydronet Energy Company, Yoshihisa Ohno avec qui il projette de démarrer l'opération kenyane. L'équipe, restée les quatre derniers jours au Kenya, a eu des conversations avec plusieurs membres du gouvernement kenyan et du secteur privé sur la possibilité de monter l'opération commerciale."*³

Je considère que l'acquisition de terres pour assurer la sécurité alimentaire et produire des biocarburants a le même dessein et la même dimension que pour l'établissement des parcs nationaux. Ceux-ci comme celles-là ont pour résultat de déplacer les pasteurs, de violer leurs droits humains et leurs libertés fondamentales. C'est le point de départ de la violation et du déni des principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

La nécessité de solutions équitables et durables

Il faut d'urgence développer des programmes stratégiques et des activités qui permettent aux communautés pastorales africaines de faire face aux effets du changement climatique et de s'assurer qu'elles en ont les ressources et les capacités. La sécurisation des ressources naturelles, particulièrement l'eau et la terre, c'est-à-dire la disponibilité de l'accès à l'eau, sa qualité, sa durabilité et la

² Financial Times, 8 mai 2008

³ Kenya : *Country Ready to Start Producing Biodiesel*. Published in The Nation, 19 novembre 2007

reconnaissance légale de la propriété collective des terres sont les facteurs clés qui permettent aux communautés pastorales de faire face.

D'autres éléments doivent être pris en compte dans les programmes : la situation sociale des femmes, les problèmes de santé, la gestion des catastrophes, la résolution des conflits et la construction de la paix. Il faut envisager, en outre, les moyens de parer à la fréquence des sécheresses. La mobilité des pasteurs dans les zones semi-arides d'Afrique est aussi un élément stratégique qui doit être encouragé.

Avant de développer ces programmes il est important de s'assurer que les gains – s'ils existent - apportés par le programme de développement du Millénaire ne sont pas effacés par les effets du changement climatique sur les communautés pastorales. Il ne faut pas que des programmes sociaux ou économiques fassent plonger ces communautés dans l'extrême pauvreté. Après de longues sécheresses ou des périodes de famine, reconstituer leur bétail est le moyen de rebâtir leurs économies, réduire leur pauvreté, garantir leur sécurité alimentaire et donc leur rendre leur dignité et leurs droits d'êtres humains.

La collaboration et le partenariat sont nécessaires entre les organisations de pasteurs et d'autres intéressés pour échanger des connaissances et des pratiques, développer des politiques aux niveaux national et régional. On a besoin de faire des recherches sur les relations du changement climatique avec la culture, les questions de conflit, la situation sociale des sexes, les savoirs traditionnels, l'environnement, l'économie, les droits de l'homme, les migrations des pasteurs. Ces recherches doivent évidemment être développées avec la pleine participation des et en consultation avec les autochtones.

Développer chez toutes les populations concernées une prise de conscience des menaces que font peser certaines activités, comme la production de biocarburants, sur les droits humains fondamentaux, la survie et les moyens d'existence des peuples autochtones et les aider à établir des programmes appropriés. Une telle prise de conscience contribuera à ce que la communauté et les institutions internationales considèrent les conséquences du changement climatique non plus seulement du point de vue étroit de l'économie et de l'environnement mais dans leurs effets culturels, spirituels et sur les droits de l'homme. Les peuples autochtones doivent être aidés à développer leurs capacités d'adaptation à long terme et des stratégies d'atténuation des effets néfastes. Une pression sur les gouvernements doit s'effectuer pour qu'ils adoptent, en concertation avec les autochtones, des politiques appropriées et durables.

Dans toutes les sociétés, certaines valeurs fournissent le cadre des lois et des politiques. Hors de ce cadre, les actes sont considérés comme délictueux. Les règles peuvent être verbales, écrites ou suivies parce qu'elles sont comprises et définissent un comportement accepté par la société ou la communauté.

Cependant quand les règles ne prennent pas en considération les besoins de certains groupes, il est difficile à ceux-ci de les respecter. Les lois, règles, politiques et règlements doivent s'appuyer sur des systèmes de valeur qui facilitent leur mise en application et permettent de trouver les politiques et les programmes appropriés au changement climatique.

Les peuples autochtones veulent que toute intervention concernant le changement climatique implique les valeurs de tolérance et de respect les uns vis-à-vis des autres et apprennent à autrui que respecter la dignité de l'autre c'est être respecté par l'autre. À tous les niveaux de leur existence, les peuples autochtones veulent que les promoteurs des politiques comprennent leur exigence d'équité ; la reconnaissance de la prospérité de ces promoteurs n'est pas supportable si elle empêche la prospérité des autres, si elle implique le déplacement d'autres populations et si, pour qu'ils gagnent, les autres doivent perdre.

Implications politiques

S'attaquer à ces questions requiert des actions aux niveaux local, régional, national et international. L'opinion longtemps négative sur le pastoralisme, qui était considéré comme un système de production arriéré, doit être remplacée par la reconnaissance de son caractère rationnel, adapté aux terres arides et par des politiques et des programmes qui appuient ses capacités adaptatives et de résilience au changement climatique. Les lignes directrices d'une intervention doivent :

- . Permettre la mobilité saisonnière et spontanée du bétail en réponse à la sécheresse, en sécurisant le droit d'accès aux ressources essentielles, les pâturages de saison sèche et l'eau,
- . Soutenir les moyens d'existence des pasteurs par un meilleur accès à l'eau et un approvisionnement efficace,
- . Établir des institutions solides de gestion des conflits et des systèmes pour pallier la sécheresse, incluant des systèmes d'alerte, des assurances et des filets de sécurité,
- . Renforcer la capacité des pasteurs à s'engager dans des débats sur les questions politiques affectant directement leurs vies,

- . Appuyer les initiatives des communautés et leurs programmes sur l'atténuation des et l'adaptation aux effets du changement,

- . Impliquer les communautés pastorales dans les discussions, les dialogues, les négociations et les pressions sur les gouvernements et les institutions multinationales.

Comme la plupart des pasteurs vivent dans les plus pauvres pays du monde, les efforts faits par leurs gouvernements doivent être soutenus par les pays plus riches, notamment parce que ceux-ci portent la plus grande responsabilité dans le changement climatique.

Les sécheresses récurrentes dans les pays arides et semi-arides ont conduit à la perte de moyens d'existence et de biens, ont provoqué une extrême pauvreté, une destruction de l'environnement, des maladies et des morts par famine. Pendant ces périodes difficiles des mesures de secours d'urgence ont été prises pour tenter de garder les gens en vie, mais elles ne sont, évidemment, pas durables. D'autres mesures doivent être mises en œuvre pour augmenter les capacités de faire face. Les politiques doivent être conçues pour le court terme et pour le long terme et se baser sur l'expérience actuelle comme sur les savoirs traditionnels des communautés. Ce qui veut dire faire les bonnes choses au bon moment et au bon endroit en mobilisant toutes les ressources essentielles dont les communautés ont besoin.

Une bonne planification, une préparation précoce, appuyées par les politiques nationales et des institutions comme les agences des Nations Unies et les partenaires internationaux, réduiraient la vulnérabilité et les pertes de moyens d'existence. Renforcer les capacités des communautés, et des institutions clés, à répondre aux événements conjoncturels, réduirait la vulnérabilité des pasteurs.

Pour ce faire il est important de :

- . Prendre en compte les savoirs traditionnels, les compétences des pasteurs et l'action des communautés locales qui sont indispensables pour répondre aux effets néfastes du changement climatique,

- . Mettre au point des politiques de gestion des conflits entre communautés qui se disputent des ressources naturelles rares; ces politiques doivent aussi être favorables à la mobilité et aux capacités d'adaptation des communautés pastorales,

- . Favoriser la prise de conscience de la population pastorale sur les conséquences possibles du changement climatique et leur connaissance des initiatives qu'il suscite qui concernent leurs moyens d'existence,
- . Contrôler fortement et développer les indicateurs sociaux et environnementaux du changement climatique et étudier la façon dont les communautés pastorales y font face,
- . Établir une documentation sur les connaissances acquises par les communautés pastorales, avec leur participation et d'une façon qui facilite leur capacité d'agir, et utiliser cette documentation pour accroître leur connaissance des questions qui concernent le changement climatique.

Joseph Ole Simel est le directeur de Mainyoito Pastoralist Integrated Development Organization MPIDO (Organisation pour le développement intégré des pasteurs Mainyoito) du Kenya. MPIDO travaille pour les droits de l'homme et le développement social des communautés pastorales du Kenya.